



Le projet d'acquisition par la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT) des actifs de Petronas Carigali Chad Exploration & Production inc., filiale de la major malaisienne Petronas, a reçu un avis favorable du Conseil communautaire de la concurrence le 11 mai dernier à Douala, apprend-on de sources internes à la Cemac. Ces dernières précisent néanmoins que « *cet avis doit être entériné par une décision du président de la Commission* ».

Cette décision permettrait à la compagnie pétrolière publique tchadienne de boucler la reprise des 35% que Petronas détenait respectivement dans le gisement pétrolier de Doba ; les 30,16% de Tchad Oil Transportation Company (Totco), en charge du tronçon tchadien du pipeline (1 070 km) reliant le Tchad au Port de Kribi, et les 29,77% de Cameroon Oil Transportation Company SA (Cotco), en charge du tronçon camerounais de l'oléoduc.

Pour que ce dossier, introduit le 13 février dernier, soit examiné par les autorités sous régionales, il a fallu que le Cameroun donne son autorisation. Yaoundé était jusqu'ici le seul pays de la Cemac qui tardait à se prononcer sur ce deal, marquant ainsi son désaccord face à la volonté du Tchad de contrôler cette infrastructure est implantée à 90% sur le sol camerounais. Dans un communiqué signé le 20 avril 2023, la présidence tchadienne accusait expressément son voisin de bloquer le processus.

*« Le Tchad, dans le cadre de l'acquisition des actifs de Petronas a déposé, en accord avec*

*cette dernière un dossier d'agrément en bonne et due forme comprenant le contrat de cession signé entre le Tchad et Petronas auprès des services en charge de la concurrence de la Cemac, conformément à la réglementation communautaire en vigueur. À ce jour (20 avril 2023, NDLR), plus d'un mois après, il revient que seul le Cameroun n'a pas répondu aux lettres de demande d'avis de non-objection adressées par la Cemac à chaque ministre en charge du commerce des pays membres, lettres utiles à la convocation de la commission de concurrence qui devra statuer sur l'acquisition des actifs de Petronas par le Tchad », peut-on lire dans la correspondance.*

### **Le temps de l'apaisement...**

La posture du Cameroun et la signature d'un pacte actionnarial entre la Société nationale des hydrocarbures (SNH) et Savannah Energy pour l'acquisition de 10% des parts de la junior britannique dans Cotco avaient conduit la présidence tchadienne à rappeler « *pour consultation* » son ambassadeur au Cameroun. Cette décision prise, le 20 avril 2023, correspond au plus haut niveau de protestation en matière diplomatique. La levée du verrou dans le dossier Petronas peut donc être perçue comme un acte d'apaisement de Yaoundé face à cette crise diplomatique. Elle intervient après une visite, le 26 avril 2023, du secrétaire général de la présidence de la République (SGPR) du Cameroun, à N'Djamena, missionné par le président Paul Biya. « *Toutes les questions ont été abordées et certaines incompréhensions ont à cette occasion été dissipées* », avait confié à la presse Ferdinand Ngoh Ngoh à la sortie de l'audience avec le chef de l'État tchadien.

Pour le Tchad, le rachat des actifs de Petronas lui permet d'être désormais majoritaire au sein du conseil d'administration de Cotco avec près de 54% des participations. N'Djamena aurait pu être davantage représenté s'il n'avait pas été doublé dans l'acquisition des 40,06% d'ExxonMobil par Savannah Energy. Les autorités tchadiennes contestent d'ailleurs la présence de cette entreprise sur cet oléoduc et sur ses champs pétroliers. Pour couper l'herbe sous le pied de la compagnie britannique, N'Djamena a fait le choix de nationaliser, le 23 mars, les parts du gisement de Doba et de Totco, vendus à l'entreprise britannique par ExxonMobil.

Le Cameroun, lui, a adoubé le nouvel actionnaire au point d'être en passe de s'offrir 10% des parts que celui-ci venait d'acquérir, au détriment de son voisin. Cette transaction de 44,9 millions de dollars (près de 27 milliards de FCFA), qui attend elle aussi d'être bouclée, permettra au pays de Paul Biya de détenir 15,17% de Cotco.

[Investir au Cameroun](#)